

## ***L'ACTUALITE EN QUELQUES CHIFFRES LES REMBOURSEMENTS DE SOINS DU REGIME GENERAL A FIN AVRIL 2016***

***Les remboursements de soins du régime général progressent de +2,2 % sur les quatre premiers mois de 2016.***

Sur le premier quadrimestre 2016, les dépenses de **soins de ville** progressent de + 2,3% en données corrigées des jours ouvrés et des variations saisonnières. Le rythme annuel de progression (évolution des douze derniers mois par rapport aux douze mois précédents) est de + 1,7 % en données CVS CJO.

A fin avril 2016, les remboursements de **soins médicaux et dentaires** augmentent de + 2,4 % (CVS CJO). Sur les douze derniers mois, leur progression est de + 2,7 % en données CVS CJO.

- Sur les quatre premiers mois de 2016, la progression des remboursements de **soins de généralistes** est de + 1,6 % en données CVS CJO. En rythme annuel, leur progression est de 0,9% ;
- L'évolution des remboursements de soins spécialisés est de + 2,8 % en données CVS CJO à fin avril 2016. Sur les douze derniers mois, la progression est de + 3,4 % en données CVS CJO ;

La croissance des remboursements de soins de médecine générale s'explique notamment par les versements au titre des rémunérations sur objectifs de santé publique effectués en avril 2016, qui ont été sensiblement plus importants que ceux d'avril 2015 (+ 7,9%). Leur contribution s'élève à environ 1 point (0,1 point pour les soins spécialisés).

- Les remboursements de **soins dentaires** augmentent de + 2,0 % à fin avril 2016. Leur rythme annuel est de + 3,0 % en données CVS CJO.

La progression des remboursements de soins d'**auxiliaires médicaux** est de + 4,3 % en CVS CJO sur le premier quadrimestre 2016. Sur les douze derniers mois, leur progression est de 4,7%. Cette dynamique se retrouve principalement dans l'évolution des soins infirmiers (+ 5,5% à fin avril 2016 et + 5,7% en rythme annuel) et dans une moindre mesure dans la progression des soins de masso kinésithérapie (+ 2,6% sur le premier quadrimestre et + 3,2% en rythme annuel).

Les remboursements d'**analyses médicales** augmentent de + 4,1 % à fin avril 2016 en données CVS CJO ; leur rythme annuel est de + 1,9 %.

Les **indemnités journalières** progressent de + 4,6 % en données CVS CJO à fin avril 2016. Sur les douze mois derniers mois, elles augmentent en données CVS CJO de + 3,7 %.

Sur le premier quadrimestre 2016, l'évolution des remboursements de **médicaments délivrés en ville** est de - 0,1 % en données CVS CJO. Les versements au titre des **rémunérations sur objectifs de santé publique** pour les pharmaciens sont inférieurs à ceux versés en avril 2015 (- 4,1%), contribuant à l'évolution des médicaments de ville à hauteur

de - 0,1 point). En rythme annuel, ces remboursements évoluent de - 1,1% (en données CVS CJO).

L'ensemble des remboursements de **médicaments (rétrocession incluse)**, recule de - 1,4 % à fin avril 2016 et de - 2,7 % sur les douze derniers mois.

Les versements aux **établissements de santé publics** progressent de + 2,7 % sur les douze derniers mois. L'évolution des versements aux établissements de santé **privés** est de - 0,1 % en rythme annuel. Les versements aux établissements **médico-sociaux** augmentent de + 1,7 % sur les douze derniers mois.

Au total, les dépenses du régime général augmentent de + 1,9 % en rythme annuel et en données CJO.

### Ecarts entre les données de remboursement et le suivi de l'ONDAM

Les données présentées ci-dessus sont des données en date de remboursement (DTR). Elles sont diffusées régulièrement compte tenu des indications de tendances qu'elles délivrent. Elles ne permettent pas toutefois un suivi de la réalisation de l'Objectif National des Dépenses d'Assurance Maladie (ONDAM), voté chaque année par le Parlement dans le cadre de la Loi de financement de la sécurité sociale (LFSS). Il existe principalement trois sources d'écart :

1/ Le périmètre des dépenses suivies n'est pas le même :

- Les données publiées par la CNAMTS ne concernent que les remboursements de soins des patients du régime général et non pas tous les régimes intégrés à l'ONDAM (le régime général représente 86 % du total).
- Ces données n'intègrent que les prestations de soins de ville ; les postes de dépenses qui par nature ne se prêtent pas à un suivi infra-annuel viennent en complément pour le suivi de l'ONDAM ; il s'agit notamment des postes ne faisant pas partie du bloc prestation (dotations annuelles au fonds des actions conventionnelles (FAC), aides à la télétransmission, prises en charge par l'assurance maladie d'une partie des cotisations sociales des praticiens et auxiliaires médicaux, pour les professionnels de santé conventionnés, remises conventionnelles acquittées par l'industrie pharmaceutique au titre de la clause de sauvegarde).

2/ Ces données sont corrigées des jours ouvrés, pour permettre un suivi au mois le mois, contrairement au suivi de l'ONDAM.

3/ L'ONDAM implique un suivi de dépenses en droits constatés, c'est-à-dire avec un rattachement des dépenses à l'exercice selon la date de soins (DTS) et non pas la date de remboursements (DTR) ; un écart peut donc exister qui dépend des mouvements d'accélération ou de décélération ponctuels de la vitesse de liquidation.

De la même manière, certaines rémunérations versées aux professionnels de santé, notamment les Rémunérations sur Objectifs de Santé Publique (ROSP), sont rattachées comptablement à l'exercice précédent. Dans la mesure où ces rémunérations progressent d'une année sur l'autre, il existe donc un écart entre paiement en DTR et paiement en droits constatés.

## QUELQUES CHIFFRES SUR LES REMBOURSEMENTS EFFECTUÉS EN AVRIL 2016

Tableau 1

Régime général - Métropole Tous risques En millions d'euros	données mensuelles			données annuelles			
	données brutes avril 2016	taux de croissance Avril 2016 / Avril 2015		Rappel : taux de croissance annuelle CJO à fin Mars 2016  (Avril 2015 - Mars 2016/ Avril 2014 - Mars 2015)	données brutes Mai 2015 - Avril 2016	Taux de croissance annuelle (Mai 2015 - Avril 2016) / (Mai 2014 - Avril 2015)	
		données brutes	données CVS - CJO			Données brutes	Données CJO
<b>Soins de ville</b>	<b>6 203</b>	<b>1,0%</b>	<b>2,5%</b>	<b>1,9%</b>	<b>68 854</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,7%</b>
Soins de ville hors produits de santé	4 045	1,4%	2,9%	3,3%	44 272	3,8%	3,3%
dont soins des médecins et dentistes	1 918	1,4%	1,0%	3,0%	18 980	3,5%	2,7%
dont soins d'auxiliaires médicaux	763	0,4%	4,9%	4,5%	8 996	4,8%	4,7%
dont indemnités journalières	793	0,9%	5,1%	3,3%	9 612	4,0%	3,7%
Produits de santé (médicaments + LPP)	2 158	0,5%	1,8%	-0,6%	24 582	-0,9%	-1,1%
dont médicaments délivrés en ville	1 505	-0,3%	1,7%	-0,8%	17 001	-1,0%	-1,1%
dont médicaments rétrocedés	208	-4,5%	-2,7%	-10,3%	2 397	-13,1%	-12,8%
<b>Etablissements sanitaires</b>	<b>5 170</b>	<b>1,4%</b>	<b>1,4%</b>	<b>2,2%</b>	<b>64 242</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,2%</b>
Etablissements sanitaires publics	4 186	1,5%	1,8%	2,6%	52 932	2,7%	2,7%
Etablissements sanitaires privés	984	0,8%	-0,6%	0,2%	11 310	0,6%	-0,1%
<b>Etablissements médico-sociaux</b>	<b>1 406</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,9%</b>	<b>16 485</b>	<b>1,9%</b>	<b>1,7%</b>
<b>Contribution au Fonds d'intervention régionale (hors permanence des soins ambulatoires et en cliniques)</b>	<b>221</b>	<b>0,5%</b>	<b>0,5%</b>	<b>-0,9%</b>	<b>2 631</b>	<b>-0,8%</b>	<b>-0,8%</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>13 000</b>	<b>1,3%</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,0%</b>	<b>152 212</b>	<b>2,1%</b>	<b>1,9%</b>

Tableau 2

Régime général - Métropole Tous risques	Taux de croissance Janvier 2016 - Avril 2016 / Janvier 2015 - Avril 2015	
	Données brutes	Données CJO
<b>Soins de ville</b>	<b>2,0%</b>	<b>2,3%</b>
Soins de ville hors produits de santé	3,3%	3,5%
dont soins des médecins et dentistes	2,3%	2,4%
dont soins d'auxiliaires médicaux	3,8%	4,3%
dont indemnités journalières	4,2%	4,6%
Produits de santé (médicaments + LPP)	-0,2%	0,0%
dont médicaments délivrés en ville	-0,5%	-0,1%
dont médicaments rétrocedés	-9,7%	-9,6%
<b>Etablissements sanitaires</b>	<b>2,3%</b>	<b>2,3%</b>
Etablissements sanitaires publics	2,8%	3,0%
Etablissements sanitaires privés	-0,3%	-0,7%
<b>Etablissements médico-sociaux</b>	<b>1,8%</b>	<b>1,8%</b>
<b>Contribution au Fonds d'intervention régionale (hors permanence des soins ambulatoires et en cliniques)</b>	<b>-0,1%</b>	<b>-0,1%</b>
<b>Total des dépenses</b>	<b>2,1%</b>	<b>2,2%</b>